

A cette époque on posait les bases de l'organisation destinée à restaurer nos soldats démobilisés. Le compte des pensions grossissait; l'établissement agricole des anciens militaires était en pleine activité, et les dépenses du trésor montaient en conséquence. Le coût d'établissement nécessitait des sorties de fonds considérables, plus grandes que pendant la guerre. Cela n'empêcha pas nos adversaires de réclamer une diminution de la dette publique dans des circonstances qui exigeaient son augmentation fatale d'année en année. Nous avons atteint une période où ces obligations n'existent plus. Les pensions ont cessé d'augmenter; elles doivent commencer à décroître. Depuis dix mois, le chiffre des pensions militaires a baissé de 3 millions de dollars. L'installation d'anciens combattants sur les terres, qui demandait au trésor un déboursé de 25, 30 et 40 millions par année, est abaissé à 1,500,000 dollars et l'administration en retire plus qu'elle ne donne, d'après les chiffres publiés récemment par elle. Le service de la restauration des démobilisés, au lieu de nous demander une augmentation de dépenses, les diminue plutôt, comme la chose est naturelle et inévitable. On fait même des économies sur d'autres services relatifs aux anciens combattants. C'est la conséquence naturelle d'un retour à la vie normale du pays.

Le département de la restauration des soldats accuse donc une diminution de dépenses de trois millions depuis un an. Il ne projette aucune dépense nouvelle pour l'avenir. Dans le fait, il n'y a rien de plus étranger au Gouvernement actuel que l'idée de faire quelque chose de nouveau. Cependant, l'ensemble des dépenses est resté le même; la dette est demeurée ce qu'elle était, ou plutôt elle a augmenté de plusieurs millions par mois.

Il y a environ un an, lorsque nos amis sont arrivés au pouvoir, la dette nationale, suivant les chiffres qui ont été publiés, était de \$2,366,861,252. Au début de 1923, au moment où, d'après le premier ministre, le Canada a pu bénéficier de la sage administration de ses collègues et lui, la dette atteint le montant de \$2,412,496,151, c'est-à-dire une augmentation des charges publiques au bénéfice des financiers américains, non des nôtres, égale à \$45,624,899. Conclusion: quatre ans après la paix, dans un temps où les dépenses causées par la restauration des démobilisés ont à peu près disparu, le Gouvernement a trouvé le tour d'augmenter la dette de 45 millions depuis qu'il est au pouvoir. Abstraction faite des sommes que le Gouvernement n'a pu s'empêcher d'économiser par suite d'une diminution des services militaires, il reste que la dépense au fonds consolidé est plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a un an. Voilà le beau résultat que

[Le très hon. M. Meighen.]

le Gouvernement peut nous montrer aujourd'hui.

La dette augmente malgré l'ingéniosité dont fait preuve le Gouvernement, non pas pour rogner sur les dépenses du service administratif, car elles n'ont pas diminué dans la proportion qui a eu lieu en 1920 et 1921, mais pour créer de nouveaux impôts. Il a augmenté de 50 p. 100 la taxe sur les ventes et ajouté ainsi aux recettes de l'Etat plusieurs dizaines de millions, quoique je n'aie pas les chiffres devant moi pour vérifier. Tous les consommateurs sont atteints par cet impôt sur les ventes. Le Gouvernement a augmenté cette charge de 50 p. 100 pour chaque contribuable. Le commerçant, petit ou gros, l'agriculteur, tout le monde est frappé. Le fisc intervient dans les opérations commerciales à chaque étape et gêne les affaires. L'impôt sur les opérations de commerce a rapporté au moins quatre millions au trésor en taxant les chèques et les reçus.

Les recettes des postes sont passées de 19 millions qu'elles étaient environ à 23 millions, parce que le public doit se procurer des timbres pour les opérations commerciales qui sont d'occurrence journalière. On ne voit plus que timbres ici et là collés sur les papiers de commerce, au point qu'ils en sont parfois recouverts presque entièrement. Cet état de choses a permis au Gouvernement de se féliciter de ce que l'administration postale a rapporté un excédent de recettes. Le Gouvernement se vante de pareil succès.

Une taxe a suivi l'autre et il y a des indices, on dit même à mots couverts que nous pouvons nous attendre à de nouvelles taxes imposées encore durant la présente session à la population déjà si obérée de ce pays. Le Gouvernement ne s'est pas appliqué avec beaucoup d'énergie à la tâche de réduire les dépenses dans chaque département comme le pays est en droit de s'y attendre chaque année, à mesure que nous nous éloignons de l'époque de la guerre. Je citerai un exemple. Le gouvernement précédent a entrepris la réorganisation de quelques départements. Il a réorganisé l'Imprimerie nationale et le département des Postes et les économies que nous constatons aujourd'hui dans ce département au sujet des dépenses est le résultat direct de cette réorganisation et si quelque honorable député de la droite en désire une preuve, je le renverrai aux paroles du ministre des Postes (M. Murphy) qui lui ont été arrachées à la dernière session, ou mieux, qu'il a prononcées franchement dans cette Chambre. On a réorganisé ce département. Celui des Douanes et du Revenu de l'intérieur a été réorganisé et cette opération a épargné au pays des millions de dollars.